

analyse et un débat rigoureux, les arguments de ceux qui refusent d'aller plus loin. L'une des priorités de l'OCDE doit être d'approfondir l'étude et la recherche, non seulement sur les avantages économiques de la libéralisation, mais aussi sur les coûts de la protection – qu'il s'agisse de droits de douane à la frontière, de mesures antidumping ou de subventions à l'exportation. Nous devrions renverser l'argument utilisé pour refuser la poursuite de la libéralisation. Quels sont les coûts du statu quo protectionniste? Que perdons-nous en termes d'emplois et de production? Quelles inefficiences maintenons-nous inutilement?

Monsieur le président, le gouvernement canadien croit fermement que la vigueur du système commercial multilatéral est directement liée à notre engagement individuel et collectif de rendre ce système viable. N'oublions jamais que le système que nous avons si péniblement négocié nous donne les meilleures chances possibles de soutenir la croissance économique et la création d'emplois. Ces dernières années, nous avons fait d'énormes progrès qui ont été couronnés par l'achèvement de l'Uruguay Round. Mais nous restons confrontés à des défis énormes. Ici, à l'OCDE, nous sommes bien placés pour trouver les moyens de relever ces défis. En adoptant un plan d'action bien défini, les ministres de l'OCDE peuvent contribuer substantiellement à une plus grande ouverture de l'économie mondiale et au succès de la Réunion ministérielle de l'OMC en 1996.

Merci.